

L'ÉDITO

Béatrice Delvaux
ÉDITORIALISTE EN CHEF

CECI N'EST PAS QU'UNE MALADRESSE

Jugez-nous sur nos actes, pas sur (toutes) nos paroles. C'est la ligne de défense adoptée par le Premier ministre, confronté hier à la RTBF pour la première fois publiquement, aux propos tenus dans un tweet par Theo Francken et confirmés plus tard - on l'oublie - dans une interview télévisée.

Les actes ? Charles Michel a globalement raison. Depuis le début de la crise, son gouvernement apporte pas à pas des solutions à l'afflux croissant de réfugiés - ce matin encore, en demandant la création de 8.000 lits supplémentaires. Tout n'est certes pas parfait, notamment parce que dans un souci de vouloir démontrer une gestion ferme de l'asile - un dossier électoralement porteur pour les partis du gouvernement -, celui-ci a fermé des places qu'il aurait déjà fallu garder ouvertes. Par ailleurs, la mise en place d'un plan de répartition entre les communes belges, à l'image de ce que Jean-Claude Juncker vient de proposer pour l'Europe, devient urgente. Faute de quoi, on risque de tomber, comme pour les Européens, dans un « pas de ça uniquement chez moi » qui a démarré - une « maladie » ? - par Rudy Demotte, pour carrément dérapage chez deux élus, PS et MR (Sambreville et Fosses), et qui pousse ce vendredi Yvan Mayeur, le bourgmestre d'un Bruxelles potentiellement asphyxié par la densité de réfugiés, à dénoncer dans *De Standaard* la « politique xénophobe et antibruxelloise de la N-VA menée depuis Anvers ».

Ce n'est pas seulement la forme qu'il fallait sanctionner, mais aussi le fond

La parole du Premier ministre est par ailleurs imparable sur le fond. Ses propos télévisés d'hier, très attendus, mais aussi ceux tenus durant le week-end, sont ainsi parfaitement en phase avec le discours, unanimement loué, de Jean-Claude Juncker : affirmation d'une solidarité sans faille, mise en demeure des pays de l'Est qui renâclent à en assumer

leur part, etc.

On ne peut pas suivre le Premier ministre toutefois, lorsqu'il limite la « faute » de son secrétaire d'Etat, à la « communication ». Qualifier de « maladie » ce qu'est - oui - un dérapage, relève d'une coupable faiblesse politique, car cette sortie de Théo Francken est de celles qui fissurent le vivre ensemble. Certes, il n'y a pas de « frontière raciste dépassée » - comme le clamait à la RTBF, un Premier ministre agacé. Mais vouloir tacler l'opposition en acceptant de banaliser les propos d'un membre du gouvernement, qui flirtent avec le populisme, relève de la tactique électorale. C'est le fond, pas seulement la forme, du message qui était à sanctionner. Celui-ci portait d'autant plus à l'ambiguïté pour le grand public, qu'il émanait du membre d'un parti qui a multiplié ces derniers

jours la parole « dangereuse ». Et ça, ce n'est pas l'opposition qui l'a dit, c'est Louis Michel.